

## Trop de blabla

*“Trop de blabla il me dit cet homme là  
Trop de tracas j'ai donné déjà  
Trop de tracas il me cause cet homme là  
Trop de bla bla j'ai donné déjà”*  
Princesse Erika

Le 7 avril dernier nous avons répondu présentes à l'invitation du directeur de cabinet de Sarah El Haïry. Ce fut un beau moment de monologue social, durant lequel nous déplorons la déconnexion des décideurs et leur manque de vision pour notre service public jeunesse et sports. L'avant-veille encore une majorité de syndicats s'opposait au RIFSEEP lors du CSA JS, cela n'a pas empêché le passage en force de l'administration pour imposer ce nouveau régime indemnitaire injuste.

### **il n'y a pas que le SNU dans la vie**

Quelle fut notre surprise que l'entretien ne soit pas uniquement dédié au SNU ! Néanmoins, il faut savoir que les politiques d'engagement se limitent, pour les représentants du cabinet, au SNU et au Service Civique.

L'étonnement a continué à grandir en découvrant la demande d'un rendez-vous de “consultation” sur des questions de mise en œuvre des politiques publiques, alors même que les multiples remontées de bilans-tableaux-notes des politiques faites par les collègues ces dernières années, ne sont que très rarement prises en compte. Nous avons été affligé.e.s de constater que les réponses apportées étaient toutes à côté de la plaque au regard de la réalité des services.

- Par exemple, en matière de ressources humaines, on nous annonce un recrutement d'IJS dédié.e.s aux actions de police administrative. Espérons qu'il soit aussi prévu des formations de traitement de texte et bureautique, car vu l'état des effectifs, ils n'auront pas de soutien administratif dans leurs services d'affectation. Nous avons donc à nouveau souligné que les recrutements ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux, à la fois pour les conseiller.ère.s d'éducation populaire et de jeunesse, les personnels administratif.ve.s et les IJS, ainsi que pour le soutien de manière générale aux politiques JEP, qui doit nécessairement passer par un soutien financier pluriannuel aux acteurs associatifs.
- Autre illustration de mesures hors sol, depuis 3 ans, les collègues des départements et des régions font remonter les dysfonctionnements liés aux Colos Apprenantes. Les délais de transmission des instructions sont toujours trop contraignants pour permettre la mise en place d'une réelle politique éducative porteuse, obligeant les services à se contenter de gérer les dossiers tant bien que mal pour utiliser les crédits. Record battu cette année, l'instruction a été transmise à la veille des vacances de printemps de la zone A ... parce que BREAKING NEWS, il y a trois zones de vacances scolaires en France et que tout le pays ne se cale pas sur l'agenda de Paris !
- Le cabinet a fait part de sa satisfaction sur l'augmentation de BAFA reçus cette année grâce à des aides et à l'abaissement de l'âge d'accès à la formation. Nous nous sommes étonnées que l'abaissement de l'âge à 16 ans puisse être invoqué comme une raison à l'augmentation du nombre de candidat.e.s, alors même que cette mesure s'est mise en place fin d'année 2022. Il est surprenant et dommageable de répondre à des problématiques de pénuries et de recrutement dans le champ de l'animation professionnelle (car cela concerne principalement des accueils périscolaires, donc tout au long de l'année) en soutenant une

qualification d'animation volontaire qui n'a pas le même objectif et ne vise pas les mêmes périodes de fonctionnement des ACM (vacances scolaires). C'est une double-peine : d'une part les diplômés de l'animation volontaire sont utilisés à mauvais escient et ne permettent pas d'apporter des conditions de travail de qualité aux animateur.ices qui s'orientent professionnellement dans ce secteur, d'autre part les diplômés de l'animation professionnels souffrent de fait d'un manque de reconnaissance de la part de l'institution même qui porte ces diplômes.

## une belle leçon de langue de bois

Concernant le SNU, le cabinet a précisé que contrairement à ce qui a pu sortir dans la presse, l'objectif d'extension du dispositif est maintenu. Nous n'avons pas reçu de précisions supplémentaires, même après nos demandes de clarifications. Nous nous étonnons là encore que la question du maintien et même du déploiement soit toujours d'actualité, en même temps que de questionner le contenu même du dispositif. Nous posons la question de la prise en compte des organisations de jeunesse dans cette prise de décision. La seule information obtenue est que : *quand les décisions seront prises elles seront annoncées ...*

Le cabinet a aussi dit vouloir renforcer le service civique dans les services publics, et plus particulièrement au sein de l'EN (qui se révèle être l'un des pires organismes d'accueil de ce dispositif) et dans les collectivités territoriales. Pas un mot sur le développement des garde-fous pour éviter le détournement du dispositif en emploi/bénévolat déguisé, trop souvent rencontré, notamment dans les services publics. Mais le cabinet a répondu à tout : *Ayez confiance "l'ASC est là pour contrôler et ça fonctionne, c'est un très beau dispositif"* . *"Il n'y a pas de fossé entre les agréments nationaux et locaux, tout est super bien coordonné"* . Nous avons rappelé que les collègues dans les services sont souvent démunis face aux difficultés rencontrées par les jeunes dans des structures bénéficiant d'agréments nationaux, sur lesquels ils n'ont aucun moyen d'intervention et pour lesquels l'ASC n'intervient pas ou peu. **Il est pourtant essentiel de soutenir les services et les collègues qui subissent une charge de travail trop importante pour mener leur mission dans de bonnes conditions, avec des moyens à la hauteur, à la fois sur les politiques d'accompagnement (par les conseiller.ère.s) et sur les contrôles (par les IJS).**

## Solidaires Jeunesse et Sports exige :

- L'arrêt immédiat du SNU et la réorientation des montants non-dépensés aux différentes politiques de soutien à la vie associative.
- Qu'une réflexion soit entreprise par le gouvernement pour recréer un Service Public Jeunesse et Sports au service de l'intérêt général et mener des politiques publiques coopératives.

Pour conclure, nous ne pouvons que recommander au cabinet de prendre connaissance de notre projet [JS Demain](#), ils pourront y puiser de l'inspiration pour pallier leur manque d'ambition pour le service public jeunesse éducation populaire et sports.



Une question, une remarque, une envie. Contactez nous à : [solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com)  
<https://solidaires-jeunesse-sports.org/>